

Plusieurs chefs d'État condamnent le blocus de Cuba à l'ONU



La Havane, 21 sept. (RHC).- Plusieurs chefs d'État se sont prononcés au cours du segment de haut niveau de la 72e session de l'Assemblée générale de l'ONU contre le blocus de Cuba.

Le président bolivien, Evo Morales, a qualifié le blocus économique, commercial et financier que les États-Unis ont officiellement décrétée contre notre pays en février 1962 de politique injuste et échouée.

Il a souligné que les États-Unis doivent non seulement lever le blocus mais encore réparer les dommages causés au peuple cubain et lui rendre le territoire qu'occupe illégalement leur base navale à Guantanamo.

De son côté, le président costaricien, Luis Guillermo Solís, a dénoncé les coûts humains, économiques et sociaux pour la population cubaine des sanctions de Washington.

Il a signalé que les agressions économiques unilatérales manquent pourtant d'efficacité et constituent des méthodes punitives qui portent grièvement atteinte aux droits des peuples au bien-être et au développement.

Pour sa part, le président du Guyana, David Granger, a exigé la levée immédiate de cette politique hostile qui porte atteinte au droit de Cuba au développement.

Le président du Panama, Juan Carlos Varela, a quant à lui rappelé que le Sommet des Amériques de 2015 avait été le théâtre d'un rapprochement historique entre les présidents de Cuba et des États-Unis et il s'est prononcé pour le maintien de la disposition au dialogue, à la paix sociale et à l'unité lors de la prochaine rencontre à Lima, au Pérou.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/142039-plusieurs-chefs-detat-condamnent-le-blocus-de-cuba-a-lonu>



Radio Habana Cuba